

PBF June 2026 Project Progress Report



**PEACEBUILDING
FUND**



APERCU DU PROJET

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir le rapport d'activité de projet du PBF. Pour les projets avec plus d'un bénéficiaire, veuillez consulter vos co-bénéficiaires avant de remplir le formulaire afin d'assurer une collaboration sur les réponses. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin d'une assistance technique pour remplir le formulaire, veuillez envoyer un e-mail à gabriel.velastegui@un.org.

Appuyer sur Next pour commencer

» Soumission du rapport

Type de rapport *

- Semestriel
- Annuel
- Final
- Autre

Date de soumission du rapport *

2026-06-15

Nom et titre de la personne qui soumet le rapport *

Joachim Ouedraogo

DocuSigned by:

Joachim Ouedraogo

DE00066654E4B0...

Adresse e-mail de la personne soumettant le rapport *

joachim.ouedraogo@undp.org

Nom et titre de la personne qui a approuvé le rapport *

Jean Francois DUBUISSON, Représentant Résident Adjoint du PNUD

Signed by:

JF Dubuisson

3472A1E84FDS471...

DS
OR

Tous les bénéficiaires de fonds pour ce projet ont-ils contribué au rapport ? *

Oui

Non

Le Secrétariat PBF ou point focal auprès du Bureau du Coordonnateur Résident a-t-il revu le rapport? *

Vous devriez normalement veiller à ce que le Secrétariat du PBF ou le point focal du PBF aient l'opportunité de procéder à une révision

Oui

Non

Pas Applicable

» Informations sur le projet et portée géographique

S'agit-il d'un projet transfrontalier ? *

Oui Non

Veillez sélectionner la région géographique dans laquelle le projet est mis en œuvre

- Asie et le Pacifique
- Afrique centrale et australe
- Afrique de l'Est
- Europe et Asie centrale
- Global
- Amérique Latine et Caraïbes
- Moyen-Orient et Afrique du Nord
- Afrique de l'Ouest

Pays de mise en œuvre du projet

- Ethiopia
- Kenya
- Madagascar
- Mozambique
- Somalia
- South Sudan
- Sudan
- Other, Specify

Autre, veuillez préciser

Titre du projet

- 00126085: OBS-MADA: Observatoire des jeunes citoyens engagés pour unegouvernance plus inclusive efficace et apaisée.
- 00133882: Jeunes femmes et hommes acteurs du changement social engagés dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix à Madagascar
- 00140130: Projet Secrétariat : Appui à la Coordination des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) à MADAGASCAR
- 00140503: Promotion de la participation civique et politique des jeunes et femmes pour le renforcement du système démocratique et la consolidation de la paix à Madagascar
- 00140519: Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale
- 00140561: Renforcement d'une paix inclusive et durable dans le massif d'Andriy
- 00140590: Appui à la protection des jeunes défenseuses et défenseurs des droits humains engagés dans l'espace civique pour une paix sociale inclusive et durable
- 00140929: Valorisation des Initiatives des femmes et des jeunes filles et soutien aux Actions visant la réduction de leurs Vulnérabilité aux Impacts du Changement Climatique (VIAYV-CC)
- 00141091: Changement climatique paix et s?curit? : Renforcer la r?silience des personnes vuln?rables contre les conflits et la violence li?s au changement climatique
- Autre, Precisez

Ecrivez le numéro MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet.

EXEMPLE: 00129359: Appui à la mise en place d'un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre au Tchad

Veuillez sélectionner la (les) région(s) géographique(s) dans laquelle (lesquelles) le projet est mis en œuvre. *

Si le projet que vous recherchez n'apparaît pas dans la question suivante, veuillez vous assurer que vous avez sélectionné les bonnes régions. Un nombre limité de projets transfrontaliers couvre plusieurs régions géographiques. Par exemple, un projet transfrontalier entre le Niger et le Tchad couvre à la fois l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et australe

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Asie et le Pacifique | <input type="checkbox"/> Afrique centrale et australe | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Est |
| <input type="checkbox"/> Europe et Asie centrale | <input type="checkbox"/> Global | <input type="checkbox"/> Amérique Latine et Caraïbes |
| <input type="checkbox"/> Moyen-Orient et Afrique du Nord | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Ouest | |

Veuillez sélectionner le titre du projet pour lequel vous soumettez le rapport *

Ecrivez les numéros MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet. *

EXEMPLE: 00113700/1: Jeunes et paix: "Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina-Faso"

Veuillez sélectionner les pays où ce projet est mis en œuvre *

Autre, veuillez préciser *

Date de début du projet (Date du premier décaissement) *

2023-12-19

Date de fin du projet *

2026-12-13

Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation ? *

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Ce projet demandera-t-il une prolongation ? *

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Ce projet soumettra-t-il une demande de transfert de fonds (FTR) au cours des six prochains mois ? *

- Oui
- Non

Dans l'affirmative, vers quel mois prévoyez-vous présenter la demande ? *

- | | | |
|-------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| <input type="radio"/> January | <input type="radio"/> February | <input type="radio"/> March |
| <input type="radio"/> April | <input type="radio"/> May | <input type="radio"/> June |
| <input type="radio"/> July | <input type="radio"/> August | <input type="radio"/> September |
| <input type="radio"/> October | <input type="radio"/> November | <input type="radio"/> December |

La date de fin du projet actuel est-elle dans 6 mois ? *

- Oui
- Non

Les fonds sont-ils versés soit dans un fonds fiduciaire national ou régional ? *

- Oui
- Non

Si oui, veuillez sélectionner lequel *

- Fonds Fiduciaire National
- Fonds Fiduciaire Régional

Réциpiendaire

L'agence coordinatrice est-elle une agence de l'ONU ou une entité non onusienne ? *

- Entité de l'ONU
- Entité non ONU

Veuillez sélectionner l'agence coordinatrice *

- UNDP: United Nations Development Programme IOM: International Organization for Migration
- UNICEF: United Nations Children's Fund
- OHCHR: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
- UNWOMEN: United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women
- UNHCR: United Nations High Commissioner for Refugees UNFPA: United Nations Population Fund
- FAO: Food and Agriculture Organization WFP: World Food Programme
- UNHABITAT: United Nations Human Settlements Programme
- UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
- UNEP: United Nations Environment Programme ILO: International Labour Organization
- WHO: World Health Organization PAHO/WHO
- UNCDF: United Nations Capital Development Fund UNODC: United Nations Office on Drugs and Crime
- UNOPS: United Nations Office for Project Services
- UNIDO: United Nations Industrial Development Organization ITC: International Trade Centre
- UNDPO Other, Specify

Autre, veuillez préciser *

Y a-t-il d'autres récipiendaires pour ce projet ? *

- Aucun autre récipiendaires
- Oui, Autres récipiendaires de l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires non l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires de L'ONU et non-ONU

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires des Nations Unies *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- UNDP: United Nations Development Programme IOM: International Organization for Migration
- UNICEF: United Nations Children's Fund
- OHCHR: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
- UNWOMEN: United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women
- UNHCR: United Nations High Commissioner for Refugees UNFPA: United Nations Population Fund
- FAO: Food and Agriculture Organization WFP: World Food Programme
- UNHABITAT: United Nations Human Settlements Programme
- UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
- UNEP: United Nations Environment Programme ILO: International Labour Organization
- WHO: World Health Organization PAHO/WHO
- UNCDF: United Nations Capital Development Fund UNODC: United Nations Office on Drugs and Crime
- UNOPS: United Nations Office for Project Services
- UNIDO: United Nations Industrial Development Organization ITC: International Trade Centre
- UN Department of Peace Operations Other, Specify

Autre, veuillez préciser *

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires non-ONU *

- ACTED
- AEDE
- Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD)
- American Friends Service Committee (AFSC)
- Avocats Sans Frontières Belgium
- BIRN - Balkan Investigative Reporting Network
- CARE International UK
- Christian Aid Ireland
- Conexion Guatemala
- CORDAID
- DanChurchAid
- Fund for Congolese Women
- Fundación Nacional para el Desarrollo de Honduras (FUNADEH)
- Geneva Centre for Security Sector Governance (DCAF)
- Humanity & Inclusion (HI)
- Instituto Holandes para Democracia Multipartidaria (NIMD)
- International Alert
- Kvinna till Kvinna Foundation
- MDG-EISA - Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA), bureau de Madagascar
- Mercy Corps
- NIMD (Netherlands Institute for Multiparty Democracy)
- Norwegian Refugee Council (NRC)
- OCNH-Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti
- ONG Adkoul - ONG Adkoul
- Peace Direct
- Red de Instituciones por los Derechos de la Niñez
- Saferworld
- Save the Children
- SIHA (Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa)
- SOS Sahel Sudan
- The Carter Center, Inc.
- War Childhood Museum (WCM)
- ZOA
- Action Aid UK
- African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD)
- Avocats Sans Frontières
- Avocats sans frontières Canada
- BIOM -Youth Ecological Movemen
- Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) - BF
- COIPRODEN
- COOPI - Cooperazione Internazionale
- Corporacion Sisma Mujer
- Danish Refugee Council
- Fundacion Estudios Superior (FESU)
- HELVETAS Swiss Intercooperation
- ICTJ (International Center for Transitional Justice)
- Integriy Watch
- International Rescue Committee
- Life and Peace Institute (LPI)
- MLAL - ProgettoMondo
- Nonviolent Peaceforce
- Nile Sustainable Development Organization - NSDO
- OIKOS
- ONG AZHAR
- Plan International
- ROI - Roza Otunbayeva Initiati
- Sampan'Asa Momba ny Fampandrosoana (SAF/FJKM)
- Search for Common Ground (SFCG)
- SismaMujer
- Stichting Impunity Watch
- Trocaire
- World Vision International
- blank_placeholder
- MSIS-TATAO
- AAITG (ActionAid the Gambia)
- Ayuda en Accion
- Concern Worldwide
- CORD Burundi
- CRS - Catholic Relief Services
- EQUITAS
- Fundación Mi Sangre (FMS)
- Fundación para la Libertad de Prensa (FLIP)
- Interpeace
- OXFAM
- PNG UN Country Fund
- Tearfund
- War Child
- World Vision Myanmar
- Other, Please specify

Autre, veuillez préciser *

Partenaires de mise en oeuvre

À combien de partenaires de mise en oeuvre le projet a-t-il transféré de l'argent depuis **le début du projet** ?

21

À combien de partenaires de mise en oeuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent **durant l'année civile en cours** (pour les rapports de juin: janvier a-juin ; pour les rapports de novembre: janvier a-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux: durée totale du projet) ?

11

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ONG Code Menabe

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

64765,4

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

58288,9

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours**?

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

-Mettre en place un mécanisme de collaboration opérationnelle entre les parties prenantes (TPI, autorités administratives, districts, communes et les communautés) dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application du Dina dans le respect de la législation en vigueur dans la région de Menabe
-Assurer l'effectivité et la sécurisation juridique de l'exécution des décisions régulièrement prises par les comités exécutifs des Dina conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains, dans la région de Menabe

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

Association Magnasoa

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ?

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

119443,23

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

107498,91

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours**? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

-Mettre en place un mécanisme de collaboration opérationnelle entre les parties prenantes (TPI, autorités administratives, districts, communes et les communautés) dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application du Dina dans le respect de la législation en vigueur dans les régions Androy et Anôsy
-Assurer l'effectivité et la sécurisation juridique de l'exécution des décisions régulièrement prises par les comités exécutifs des Dina conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains, dans les régions Androy et Anôsy

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ONG Magnavotra

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

61189,88

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

55070,9

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

-Mettre en place un mécanisme de collaboration opérationnelle entre les parties prenantes (TPI, autorités administratives, districts, communes et les communautés) dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application du Dina dans le respect de la législation en vigueur dans la région Sofia

-Assurer l'effectivité et la sécurisation juridique de l'exécution des décisions régulièrement prises par les comités exécutifs des Dina conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains, dans la région Sofia

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ACDEM

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

119907,03

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

107916,33

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours**? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Renforcer la coopération entre justice formelle et informelle pour une gestion cohérente et efficace des conflits aboutissant à la sécurité juridique ;

Améliorer la légitimité du système de justice informelle (Dina) en le rendant plus inclusif, transparent, accessible et conforme à la légalité ;

Faciliter l'accès à la justice équitable et inclusive pour tous, en assurant un traitement juste de leurs droits dans les systèmes judiciaires dans les régions Atsimo Atsinanana et Haute Matsiatra

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Association Sedera

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

122380,05

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

110142,05

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

-Mettre en place un mécanisme de collaboration opérationnelle entre les parties prenantes (TPI, autorités administratives, districts, communes et les communautés) dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application du Dina dans le respect de la législation en vigueur dans les régions Ihorombe et Atsimo Andrefana
-Assurer l'effectivité et la sécurisation juridique de l'exécution des décisions régulièrement prises par les comités exécutifs des Dina conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains, dans les régions Ihorombe et Atsimo Andrefana

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ONG Ivorary

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

33299

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

26399

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

9596

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Assurer l'accompagnement et le suivi de la mise en œuvre par les réseaux des jeunes des mécanismes de contrôle citoyen des Dina et de la justice formelle (CCAP)

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ONG SIOKA

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

17218

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

16375

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

8483

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Assurer l'accompagnement et le suivi des OSC locales partenaires dans la mise en œuvre des Plans de Communication et d'Éducation Citoyenne dans le cadre du CCAP dans les régions d'intervention.

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

TATAO M2

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

15358

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

5388

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours**? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

1521

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Association VASIA /ANOSY

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4969

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2035

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2035

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Association MAMELONA /ANOSY

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4337

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3635

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ASSOCIATION AMA / ANOSY

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4939

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

1826

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques)

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

AJADPS / ANOSY

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2966

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2824

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours**? *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

OBS MADA Atsimo Andrefana /ATSIMO ANDREFANA

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

17257

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

10377

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4097

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

TAFAMAHASOATOI Atsimo andrefana / ATSIMO ANDREFANA

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

11589,43

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4172

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

OBS MADA Atsimo Atsinanana / ATSIMO ATSINANANA

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

13652

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

6907

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3067

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

AJMAF /ATSIMO AT SINANA

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2444

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2129

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

OBS MADA Menabe / MENABE

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

16468

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

8078

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2130

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP.

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

OBS MADA Sofia / SOFIA

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

22808

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

14377

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4264

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

OBS Mada Ihorombe/ IHOROMBE

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3885

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

858

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

858

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP.

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Association MOVE ON / ANDROY

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

13212

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3852

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3852

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP.

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ONDH

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

210000

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

73500

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

73500

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Promotion, protection et monitoring des droits humains en général et particulièrement au niveau des deux systèmes de justice, étatique et traditionnelle.

Rapportage financier

» Taux d'Implementation par récipiendaire

Veillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire

Veillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.

*Veillez vous assurer que vous saisissez le montant correct. Toutes les valeurs doivent être saisies en **Dollars US**.*

Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays. Vous aurez l'occasion de partager un budget plus détaillée dans la prochaine section.

Réceptiendaire	"Budget total du projet (en full US \$) <i>Veillez indiquer le budget total tel qu'il figure dans le document de projet en dollars US.</i>	Transferts à ce jour (en full US \$) <i>Veillez indiquer le montant total transféré à chaque bénéficiaire à ce jour en dollars US</i>	"Dépenses à ce jour (en full US \$) <i>Veillez indiquer le montant approximatif dépensé à ce jour en dollars US</i>	Taux de mise en œuvre en pourcentage du budget total <i>(calculé automatiquement)</i>
UNDP: United Nations Development Programme	1700000 *	1700000 *	1203387,17 *	70.79%
	*	*	*	%
OHCHR: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights	1405348 *	1405348 *	937558,85 *	66.71%
	*	*	*	%

	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
MSIS-TATAO	500000	500000	339169,51	67.83%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
TOTAL	3605348	3605348	2480115.53	68.79%

Le taux d'exécution approximatif en pourcentage du budget total du projet, sur la base des valeurs saisies dans la matrice ci-dessus, est de **68.79%**. Pouvez-vous confirmer que ce chiffre est correct ? *

Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez indiquer le taux d'exécution approximatif en %. *

70,73

» Budgétisation sensible au genre

Indiquez quel **pourcentage (%)** du budget contribue à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) tel que mentionné dans le document du projet? *

36

Le montant du budget contribuant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE) sur la base du pourcentage indiqué ci-dessus et du budget total du projet est de **\$US 1297925.28**.
Pouvez-vous confirmer que ce montant est correct ? *

Correct Incorrect

Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer le *montant du budget* alloué à GEWE en dollars US. *

1311844

Le montant dépensé à ce contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes est de **\$US 892841.59**. Ce montant est-il correct ? *

Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez écrire le *montant dépensé à ce jour* pour GEWE en dollars US *

562903,28

JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES.
Les modèles de budget sont disponibles [ici](#) *

Projet Landja_Rapport Financier S1_2026-11_30_52.xlsx

**Marqueurs de projet**

Veuillez sélectionner le marqueur de genre associé à ce projet. *

- Score 1 pour les projets qui contribuent d'une manière ou d'une autre à l'égalité des sexes, mais pas de façon significative (moins de 30 % du budget total pour GEWE).
- Score 2 pour les projets dont l'égalité de genre est un objectif important et qui allouent entre 30 et 79% du budget total du projet à GEWE.
- Score 3 pour les projets dont l'égalité des sexes est un objectif principal et qui allouent au moins 80 % du budget total du projet à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE)

Veuillez sélectionner le marqueur de risque associé à ce projet. *

- Marqueur de risque 0 = risque faible pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 1 = risque moyen pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

13/06/2025 10:19

Veillez sélectionner le domaine de priorite de l'intervention (PBF Focus Area) associé à ce projet *

- (1.1) Réforme du secteur de la sécurité
- (1.2) État de droit
- (1.3) Démobilisation, désarmement et réintégration
- (1.4) Dialogue politique
- (2.1) Réconciliation nationale
- (2.2) Gouvernance démocratique
- (2.3) Prévention/gestion des conflits
- (3.1) Emploi
- (3.2) Accès équitable aux services sociaux
- (4.1) Renforcement des capacités nationales essentielles de l'État
- (4.2) Extension de l'autorité de l'État/administration locale
- (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les secrétariats des FBP)

Le projet fait-il partie d'une ou plusieurs fenêtres prioritaires du PBF? *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- Initiative de promotion du genre
- Initiative de promotion de la jeunesse
- Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
- Projet transfrontalier ou régional
- Aucune

Comité de pilotage et Inteactions avec le gouvernement

Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet? *

Oui

Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

2

La troisième réunion du Comité de Projet s'est tenue le 11 décembre 2025 et le quatrième le 3 juin 2026 à Antananarivo. Elles ont été co-présidées par Monsieur Aimé Gilbert RAVELOSON, Directeur Général des Programmes et des Ressources du ministère de la Justice, Jean-François Dubuisson, et de Marie Doucey Coordinatrice du Secrétariat technique du PBF.

La réunion a rassemblé 31 participants, dont 13 femmes (3ème réunion) et 23 participants, dont 5 femmes (4ème réunion), représentant les institutions suivantes : ministère de la Justice, ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, PBF, PNUD, MSIS-TATAO, ONDH, HCDH et HCDDDED.

Les échanges ont porté sur :

- le suivi des recommandations de la réunion précédente ;
- l'état d'avancement du projet par région et par indicateur ;
- la présentation du plan d'activités semestriel.

Les recommandations de la quatrième réunion sont les suivantes :

- Quantifier les évolutions de la sécurité dans les zones d'interventions en travaillant étroitement avec la FDS pour apprécier les impacts positifs des actions du projet
- Effectuer un plaidoyer national auprès des FDS pour le contrôle et le respect des décisions locales
- Vulgariser l'outil de vérification de la conformité du dina à la législation en vigueur dans toutes les juridictions de Madagascar
- Voir les mesures d'accompagnements des victimes de VBG, d'exclusion sociale en s'associant aux stratégies mentionnées dans le Politique Nationale pour l'Egalité Homme Femme
- Etablir un outil consolidé de suivi des risques y compris les mesures d'atténuations, un plan de mitigation de risques pour la durabilité du projet
- Etablir un plan d'accélération qui permettra au projet de réfléchir à une extension sans coût, en travaillant étroitement avec les OSC de mise en œuvre sur l'identification des blocages
- Etablir une note d'analyse à diffuser à grande échelle récapitulant les leçons apprises sur le rapprochement de la justice formelle et de la justice traditionnelle
- Produire une note de plaidoyer pour la promotion du CCAP
- Accélérer la duplication et le partage des outils de travail des KMD auprès des OS partenaires de mise en œuvre
- Lancer le processus de l'évaluation finale du projet à partir d'Octobre 2026
- Effectuer un suivi rapproché des mises en œuvre des recommandations émises lors des précédents comités.

Veillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi.

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Au cours de ce semestre, l'engagement des autorités publiques, tant au niveau national que régional, a permis de renforcer significativement la reconnaissance et la visibilité du projet LANDJA.

Au niveau national, la consultation sur les droits humains sous le leadership de la Primature, a contribué à positionner l'accès à la justice parmi les priorités du processus de refondation. Elle a favorisé une meilleure valorisation des acquis et des enseignements du projet dans les réflexions structurelles, à travers l'identification du manque d'accès à la justice comme à Madagascar. Le projet a recommandé une meilleure prise en compte des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits humains ratifiés par Madagascar, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a également rappelé l'importance de la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen Périodique Universel, en particulier la recommandation 120.29 pour renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et garantir l'accès à la justice pour les citoyens, notamment dans les zones rurales et reculées.

Les échanges avec le ministère de la Justice ont par ailleurs confirmé l'alignement entre les priorités nationales et les objectifs du projet, en particulier en ce qui concerne l'harmonisation du système judiciaire avec les standards internationaux en matière de droits humains.

Au niveau régional, 1 528 représentants institutionnels, dont 143 femmes (soit 9,4 %), ont participé aux processus de redynamisation, de validation et d'homologation des Dina. Bien que la participation féminine demeure relativement faible, des efforts spécifiques ont été entrepris comme l'élaboration de la stratégie pour l'intégration du genre dans les actions du projet pour une participation accrue des femmes, à travers des sensibilisations auprès des institutions étatiques, et l'encouragement de leur représentation lors des concertations et des descentes conjointes. Leur engagement a facilité l'organisation des élections de 4836 membres des KMD (dont 408 femmes) ainsi qu'au renforcement de leurs capacités dans les régions Androy, Sofia, Menabe, Ihorombe, Atsimo Atsinanana. Dans la région Haute Matsiatra, ce processus s'est traduit par la formation de 88 membres (dont 7 femmes) de l'association Soa Miray Dia.

Dans le cadre du mécanisme du Contrôle citoyen des Actions Publiques (CCAP), des rencontres préparatoires au niveau des 27 communes ont été organisées avec les autorités locales (maires et chefs fokontany), avant la mise en œuvre des activités. Ces échanges ont permis de présenter le processus, les activités et les résultats attendus ; de clarifier les responsabilités des parties prenantes et de renforcer la coordination et les interactions avec ces autorités.

Cette approche participative a favorisé l'instauration d'un climat de confiance, amélioré la coordination des interventions et contribué à une mise en œuvre efficace des activités, maximisant leur impact sur le terrain.

Partie I : AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Dans le tableau de résultats, soyez concis: vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.

Veillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivant

Contractualisation des partenaires

- Not Started
 Initiated
 Partially Completed
 Completed
 Not Applicable

Recrutement d'équipe *

Not Started Initiated Partially Completed
 Completed Not Applicable

Collection de lignes de base *

Not Started Initiated Partially Completed
 Completed Not Applicable

Identification des bénéficiaires *

Not Started Initiated Partially Completed
 Completed Not Applicable

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

La mise en œuvre du projet LANDJA a atteint un niveau de maturité avancé, marqué par l'achèvement des principales phases préparatoires et l'opérationnalisation effective des dispositifs d'intervention sur le terrain. Les cinq organisations de la société civile partenaires du PNUD (ONG Magnavotra, Association Sedera, Association Magnasoa, ACDEM et ONG Code Menabe), actives dans les huit régions couvertes, assurent désormais une coordination étroite avec les autorités régionales et les acteurs clés autour de la redynamisation des Dina, du renforcement des capacités des KMD et de la promotion de la cohésion sociale. Cette dynamique a permis de structurer 8 cadres régionaux de concertation et de décision, ayant permis d'effectuer des plaidoyers pour une meilleure prise en compte des besoins des communautés à travers la redynamisation des Dina, leur refonte, leur homologation, leur vulgarisation durant les réunions communautaires.

En parallèle, les équipes des trois entités récipiendaires sont pleinement déployées et opérationnelles, ce qui témoigne de l'achèvement du processus de mobilisation des ressources humaines et organisationnelles. Les groupes cibles ont été clairement identifiés à l'issue des concertations menées aux niveaux régional, district et communal, ainsi que lors de missions conjointes avec les autorités locales, assurant ainsi une bonne adéquation entre les activités mises en œuvre et les réalités du terrain.

La mobilisation communautaire constitue également un acquis majeur du projet. Au total, 746 bénévoles, dont 409 femmes et 334 hommes ainsi que 3 personnes LGBTI, ont été engagés comme relais de proximité au niveau des districts, communes et fokontany. Ces acteurs contribuent activement à la remontée des préoccupations liées aux droits humains et au suivi des dynamiques locales. Par ailleurs, les membres des ORDH, l'OBS Mada ainsi que les OSC partenaires ont vu leurs capacités renforcées, leur permettant d'accompagner efficacement les KMD et les communautés dans la compréhension de leurs rôles, des limites de leurs interventions et des principes encadrant l'application des Dina.

Le projet entrera dans ses 6 derniers mois de mise en œuvre et amorce la préparation de sa stratégie de sortie. Celle-ci repose sur un transfert progressif des compétences et des outils développés vers les acteurs locaux, soutenu par des actions de formation et la mise en place de comités locaux de suivi afin de garantir la pérennité des acquis et la continuité des actions engagées. Cette période sera également consacrée à la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie des effets catalytiques, à la réalisation de l'étude endline pour mesurer l'état final des indicateurs, ainsi qu'à la conduite de l'évaluation finale du projet.

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

Le projet est-il sur la bonne voie pour que les produit soient achevés dans les délais prévus, comme indiqué dans le plan de travail ? *

Oui

Non

Si non, veuillez fournir une explication *

Veillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Résumé de progrès

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Des avancées notables ont été enregistrées dans la consolidation d'un système de Dina plus cohérent, inclusif, légitime et aligné sur la législation nationale ainsi que sur les standards internationaux des droits humains.

En amont, les analyses structurantes issues des études (baseline, audit juridique et étude socio-anthropologique) finalisée en mars 2026, ont permis d'établir une base de référence solide, facilitant l'identification des écarts entre pratiques locales, cadre normatif national et standards internationaux. Ces travaux ont orienté des interventions ciblées dans les régions pilotes, autour du renforcement du dialogue multi-acteurs, de l'appropriation locale et de l'amélioration du cadre juridique.

Parallèlement, des progrès importants ont été réalisés dans l'opérationnalisation des Dina à travers la poursuite du renforcement de la collaboration entre autorités judiciaires, administratives et communautaires entamé depuis 2025. En effet la participation active de 1528 représentants institutionnels, dont 143 femmes, à la redynamisation et à la validation des Dina témoigne d'un engagement accru des parties prenantes et d'une légitimité renforcée des processus.

Cette dynamique a produit des résultats concrets, notamment l'homologation du Dina tsy Mavandy dans la région Atsimo Atsinanana le 09 décembre 2025 et le Dina Miray Anôsy dans la région Anôsy le 10 juin 2026 marquant une étape importante dans le rétablissement de la confiance des communautés envers les mécanismes locaux de justice. En outre, le renforcement des capacités entre janvier et mai 2026 de 2366 membres des Comités de Mise en œuvre des Dina (KMD) dont 294 femmes dans plusieurs régions : Androy (383 KMD), Menabe (1689 KMD dont 98 femmes), Sofia (535 KMD dont 8 femmes) et Atsimo Atsinanana (2854 KMD dont 196 femmes) a permis d'améliorer l'application effective des Dina, dans le respect des normes juridiques et des droits humains. La proportion relativement faible de femmes formées s'explique par leur sous-représentation au sein des KMD, dont les postes sont électifs. Les KMD jouent désormais un rôle clé dans la médiation, le suivi des plaintes et l'exécution des décisions, en coordination avec les autorités compétentes.

Les effets de ces avancées sont visibles au niveau communautaire, avec la résolution de conflits sensibles à travers des espaces de dialogue tels que les « kabary Dina » (des cadres solennels de concertation communautaire, afin de permettre aux KMD de statuer sur les cas qui leur sont soumis) réalisés entre janvier et mars en Androy ayant permis de traiter 11 cas liés aux vols de zébus, aux trafics de tortues et aux homicides contribuant à l'apaisement des tensions et au renforcement du vivre-ensemble. Il y a lieu de remarquer que conformément au cadre légal du dina, pour les cas d'homicides, le recours au Dina est intervenu sur les aspects de réparation civile et d'apaisement communautaire, sans faire obstacle à la saisine des juridictions compétentes pour les poursuites pénales. Dans la région Menabe, 9 785 citoyens, dont 2 562 femmes et 2 796 jeunes, ont amélioré leur compréhension des mécanismes communautaires de résolution des conflits et de leurs droits à participer aux réunions communautaires. Malgré deux contraintes majeures, à savoir l'analphabétisme d'une partie des bénéficiaires et le renouvellement des autorités locales, les activités ont été mises en œuvre grâce à des modalités d'adaptation spécifiques (notamment l'utilisation d'approches orales et participatives). Par ailleurs, des changements dans le contexte politique local ont conduit certaines autorités régionales à annuler le mandat de membres de KMD et à organiser de nouvelles élections, ce qui a nécessité une reprise des démarches de sensibilisation et de mobilisation communautaire.

En complément, la mise en place du mécanisme de contrôle citoyen (CCAP) constitue une avancée majeure en matière de transparence et de redevabilité. Déployé et fonctionnel dans 27 communes d'intervention et adopté par les parties prenantes, ce dispositif permet de structurer la participation citoyenne dans le suivi des Dina et de la justice formelle. Au total, 514 personnes, dont 21 % de femmes, ont été mobilisées pour l'évaluation des connaissances, aptitudes et pratiques en matière de Dina ; 16 personnes, dont 44 % de femmes, ont participé à la restitution des résultats ; 24 personnes, dont 46 % de femmes, ont contribué à la validation des outils ; et 19 personnes, dont 58 % de femmes, ont pris part à la validation de la stratégie CCAP et du PCEC.

Grâce à la participation des communautés à l'évaluation, aux échanges et aux discussions, ainsi qu'à la formulation de propositions d'amélioration du Dina et au suivi des activités, le niveau de confiance connaît une évolution positive dans les régions, passant de 63% à 65% selon l'enquête effectuée auprès des bénéficiaires. Par ailleurs, l'ensemble des activités ont permis d'impliquer en total, 6329 personnes dont 39% sont femmes et 46% jeunes. Enfin, le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans les mécanismes de recours, notamment les institutions nationales de droits humains et les organisations partenaires, a permis d'améliorer le suivi, la documentation et le traitement des cas d'abus. Au total, 67 participants (30 femmes et 37 hommes), sont mieux outillés pour accompagner les membres des KMD dans la compréhension de leurs rôles, de leurs limites d'intervention et des principes à respecter pour une application des Dina conforme aux droits humains. Dans la même dynamique, l'ONDH a renforcé ses capacités en matière de monitoring des droits humains, en particulier dans le secteur de la justice. Les signalements reçus par cette structure sont ainsi passés de 142 (novembre-décembre 2025) à (646 en janvier-février). Cette augmentation significative des signalements reflète une confiance accrue des acteurs formés et une meilleure accessibilité des mécanismes de redevabilité.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

L'intégration transversale du genre, de l'autonomisation des femmes et de l'inclusion des jeunes a été effectivement assurée dans les activités de vulgarisation des Dina et de renforcement des capacités des KMD. Malgré le défi des normes socioculturelles dominées par les hommes, durant la mise en place des KMD entamé dans les zones d'intervention depuis novembre 2025, on dénombre environ 415 femmes et 27 jeunes, dont 1 en situation de handicap, qui ont intégré les KMD, témoignant d'une évolution progressive vers une gouvernance locale plus inclusive.

La participation active des femmes a contribué à des avancées normatives significatives. À Besakoa, leur implication dans la vulgarisation du Dina/Androy entre février et avril 2026, a permis de renforcer les dispositions relatives à la protection des droits des femmes et des enfants, notamment l'interdiction des violences conjugales (« manjera valy ») <https://www.undp.org/fr/madagascar/blog/quand-protoger-les-plus-vulnerables-devient-laffaire-de-toute-une-communaute>.

Des dynamiques de transformation sociale sont également observées. À Amporoforo (région Atsimo Atsinanana), les Ragnavavy (femmes âgées respectées) de la commune d'Amporoforo jouent désormais un rôle actif dans la régulation sociale à travers le Dina Tsy Mavandy, avec une participation accrue aux médiations et décisions, notamment sur des questions sensibles (conflits familiaux, foncier, violences basées sur le genre), contribuant ainsi à une approche plus inclusive des dynamiques locales. Le projet a également favorisé un accès accru des femmes à l'information et aux instances de décision. À Ejeda (district Ampanihy), les initiatives portées par les femmes (tableau d'affichage, réunions de sensibilisation) ont amélioré la transparence et encouragé leur participation. Les femmes et jeunes femmes ont également joué un rôle clé dans les activités de sensibilisation et de plaidoyer. À Menabe, 3 jeunes femmes sur 4 sensibilisateurs ont contribué à améliorer l'acceptabilité des messages sur le genre, les droits humains et l'accès à la justice. Toutefois, la participation des bénéficiaires reste inégale, avec 30 femmes sur 60 à Tsimahavokelika contre 5 sur 54 à Analaiva, reflétant des contraintes socioculturelles persistantes. Enfin, le leadership féminin a été valorisé à travers des initiatives de communication, notamment une vidéo de sensibilisation sur le leadership féminin mettant en avant la Coordinatrice de l'ORDH et la Présidente du Comité de paix. Dans le processus d'amélioration du cadre juridique du Dina, 5 femmes sur 13 ont participé aux réflexions stratégiques, dont deux expertes ayant assuré un rôle de premier plan dans l'orientation du processus.

En vue de renforcer l'intégration du genre dans la mise en œuvre du projet, le projet a élaboré une stratégie d'intégration du genre. Cette stratégie regroupe un ensemble d'actions concrètes, dont la majorité est déjà en cours de mise en œuvre à travers les activités sur le terrain avec les partenaires.

Le projet est-il en cours de mise en œuvre depuis 1+ an ? *

Oui

Non

POUR LES PROJETS DE 1+ AN EN COURS DE MISE EN ŒUVRE UNIQUEMENT :

Le projet démontre-t-il des résultats en matière de consolidation de la paix (au niveau des résultats du projet) ? *

Au niveau des résultats de la consolidation de la paix, y-a-t-il des résultats obtenus au niveau sociétal ou structurel, y compris des changements d'attitudes, de comportements ou d'institutions.

Oui

Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir des exemples de résultats concrets en matière de consolidation de la paix

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Au cours du semestre, le projet a enregistré des résultats concrets en renforçant les mécanismes locaux de prévention et de gestion pacifique des conflits, dans un contexte marqué par les vols de bétail et les tensions communautaires. Ces avancées sont d'autant plus importantes que les lynchages et représailles restent fréquents face à une justice perçue comme peu accessible ou inefficace. En effet, grâce à l'appui apporté aux structures communautaires, aux KMD et aux mécanismes locaux de résolution des conflits, les citoyens ont davantage recours à des voies respectueuses des droits humains pour traiter les différends. Dans plusieurs localités, les conflits souvent liés à des vols sont désormais pris en charge par des cadres formalisés, avec jusqu'à 80 % des cas traités par le Dina ou d'autres instances locales. Cette dynamique s'accompagne de résultats concrets, notamment des taux de restitution de biens volés atteignant jusqu'à 75 %, contribuant ainsi à réduire les motivations qui alimentent le recours à la justice populaire.

Par ailleurs, la redynamisation/homologation de certains Dina, à la mise en place, formation et au renforcement du rôle des KMD et à l'amélioration de leur collaboration avec les forces de défense et de sécurité (FDS) ont permis d'accroître l'efficacité des mécanismes de prévention et de gestion des conflits au niveau communautaire, tout en rapprochant les dispositifs traditionnels des structures formelles dans le respect des droits humains.

Un exemple illustratif est l'attaque de dahalo survenue en avril 2026 à Andranolava, dans le district de Mampikony (région Sofia), ayant entraîné le vol d'environ 400 zébus. Grâce à un système d'alerte précoce activé par les KMD et une intervention conjointe rapide avec les FDS, plus de 300 zébus ont pu être récupérés, soit environ 75 % du cheptel volé. Il en est de même dans les communes d'Andalatanosy et de Belindo Mahasoia, où au moins trois initiatives de fanarahandia intercommunautaires (poursuite des traces de pas des zébus effectués par la communauté) ont été organisées par les KMD, combinées à des kabary Dina, favorisant la recherche concertée des animaux volés et la médiation entre communautés. L'application systématique du vonodina (décisions des KMD pour des réparations assignées aux délits effectués), conformément à l'article 37 du Dina, a renforcé la responsabilité collective et contribué à une réduction des actes de représailles, marquant une transition vers une justice communautaire mieux structurée.

De même, dans les districts d'Antanimora et de Beloha, notamment dans les communes de Jafaro et Behabobo, l'application du Dinan'Androy (homologué en le 17 juin 2025 grâce au projet) a permis de renforcer la régulation des conflits liés au vol de fusils. À travers l'organisation de plusieurs kabary Dina communautaires, les KMD ont facilité la médiation et assuré l'application des règles prévues à l'article 7 du Dina. Ainsi, la totalité des cas signalés dans ces zones depuis janvier 2026, a été traitée dans un cadre formel de médiation, contribuant à une diminution notable des tensions persistantes et à un renforcement de la discipline communautaire.

Par ailleurs, Dans le district de Betroka, au sein de la commune rurale d'Ianabinda, le Dina a démontré son efficacité dans la résolution d'un conflit violent lié à l'exploitation du mica (pierre précieuse) sur le site de Sakavalagny. Ce conflit impliquait plusieurs jeunes exploitants des communes d'Ianabinda et de Mahabobo, et avait entraîné une agression grave. Pris en charge par les instances du Dina, le différend a fait l'objet d'une séance de médiation le 30 mars 2026, aboutissant à un accord formel de réconciliation accepté par toutes les parties. À ce jour, aucune reprise des hostilités n'a été signalée, illustrant la capacité du Dina à transformer des conflits violents en solutions durables.

Ces avancées ont été également soutenues par l'introduction de mécanismes innovants de remontée d'informations. Par exemple, dans quatre communes (Tsarahasina, Jafaro, Faux Cap et Tranovaho), quatre boîtes de doléances ont été mises en place, permettant aux populations de signaler de manière continue les tensions et incidents. Ce dispositif a favorisé l'identification précoce des conflits et leur traitement en amont par les instances du Dina, renforçant ainsi la communication entre les citoyens et les autorités locales et contribuant à une meilleure gouvernance locale.

Enfin, dans la région du Menabe, la tenue d'un cadre de dialogue multi-acteurs (mis en place en fin 2025) réunissant au moins sept catégories d'acteurs (autorités régionales, Préfecture, institutions judiciaires, collectivités territoriales, KMD, organisations de la société civile et chefs fokontany) a permis de renforcer la coordination institutionnelle et communautaire. Cependant, les retours de terrain soulignent que les comités de paix nécessitent encore un accompagnement renforcé. Les changements d'autorités intervenus depuis septembre 2025 ainsi que la centralisation des décisions ont affecté leur continuité et leur capacité d'action.

Dans l'affirmative, veuillez fournir des sources ou des références (y compris des liens) comme preuve des résultats de la consolidation de la paix, ou les soumettre en pièces jointes supplémentaires.

Les données probantes peuvent être quantitatives ou qualitatives, mais elles doivent démontrer les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de résultats du cadre de résultats du projet. Il peut s'agir d'enquêtes sur le projet (comme des sondages de perception), de rapports de surveillance, de documents gouvernementaux ou d'autres productions de connaissances qui ont été élaborés dans le cadre du projet.

Articles sur: L'homologation du Dina Tsy Mavandy: <https://www.undp.org/fr/madagascar/blog/le-dina-tsy-mavandy-la-convention-communautaire-sincere> / Le rôle prépondérant des Ragnavavy dans la région Atsimo Atsinanana: <https://www.facebook.com/photo/?fbid=1371207668367817&set=au-del%C3%A0-de-leur-r%C3%B4le-symbolique-les-ragnavavy-apportent-une-expertise-sociale-fo> / Les élections et renforcements de capacités des KMD: https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=1464018025753447&id=100064357912928&rid=fpFyhqjPAeZUX40u# / Le forum régional sur le Dinan'i Menabe: <https://www.facebook.com/share/v/18kri1pCyx/> / Vidéo montrant quelques résultats concrets du projet dans la commune rurale Ianabinda : <https://web.facebook.com/reel/2757728541256548>. / Témoignage d'un jeune concernant la solidarité des jeunes dans le fokontany Anjalazala : https://drive.google.com/file/d/1gc4lr_cjmiFzRfDV3fotUONZUAiCUIxu/view?ts=6a0abb56 / Lien vers l'article sur la protection des droits des femmes et des enfants, notamment l'interdiction des violences conjugales dans la région Androy <https://www.undp.org/fr/madagascar/blog/quand-protoger-les-plus-vulnerables-devient-laffaire-de-toute-une-communauté>. / Réunion technique LANDJA : Réflexion sur l'amélioration du cadre juridique des Dina : https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid09YbtrTxk7wA4eerKwPAQDrM26bs2G19nrcZY1jL6pfJLafpxYmuop6EMivjiEgwGl&id=61561945170598 / Renforcement des capacités des sensibilisateurs communautaires du projet : https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid032Q9YAtwi6PRYZ15dGMnY8UTpwxeQ5CmjaQYXqi6evShzNcP1XL6wVmYoxxLct76HI&id=61561945170598 / Renforcer le suivi communautaire au service de la paix et des droits humains : https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid0nqj9VwdtB9o4Tmaoi9afcnfHYjQZCjKaohAV5jksPbQYstSfWY8UM94UmCiCL2rl&id=61561945170598 / Consultation sur les droits humains pour la refondation : https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02wNSvha3gRHoh3RD5K1jiFuif6QAhNDwhNf5tYhd6yhwWfuc43H34tH1MLPi2kP9I&id=61561945170598

File attachment

Click here to upload file. (< 10MB)

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Combien de RESULTATS ce projet a-t-il ? *

1 2 **3** 4 5 Plus de 5

Veuillez écrire les résultats du projet tels qu'ils figurent dans le cadre des résultats du projet qui se trouve dans le document du projet.

Résultat 1 *

Les acteurs (OSCs, membres des Comités Exécutifs des Dina, autorités administratives et judiciaires) exercent leurs rôles en conformité avec la législation en vigueur, les normes et standards internationaux de l'État de droit et des droits humains

Résultat 2 *

Le rapprochement des mécanismes de justice traditionnelle et formelle est effectif

Résultat 3 *

La confiance des communautés à l'égard des Dina et du système de justice formel et les droits des justiciables dont les populations vulnérables sont renforcés grâce à l'opérationnalisation au niveau des collectivités d'un mécanisme de contrôle citoyen (CC) de ces systèmes de justice

Résultat 4	*
Résultat 5	*
Résultat 6	*
Résultat 7	*
Résultat 8	*
Résultats Additionnels <i>Si le projet a plus de 8 résultats, veuillez énumérer les résultats restants ici.</i>	*

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS

En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du Résultat1 dans le tableau ci-dessous

- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le par "N/A" et fournissez toute explication.
- Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (500 caractères maximum par entrée)

» Résultat 1 : Les acteurs (OSCs, membres des Comités Exécutifs des Dina, autorités administratives et judiciaires) exercent leurs rôles en conformité avec la législation en vigueur, les normes et standards internationaux de l'État de droit et des droits humains

O C 1	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
1.1	Pourcentage des décisions des Dina visés par le projet dans les zones d'intervention en conformité avec la législation en vigueur, les normes et standards internationaux de l'État de droit et des droits humains	Non disponible	de 20 à + 75%	60,32% (7 décisions)	60,32% 7 décisions collectées ; 3 hautement conforme (42.86%), 2 moyennement conforme (28.57%), 2 faiblement conforme (28.57%) ce qui fait un totale globale de 60.32% de taux de conformité avec la législation en vigueur, les normes et standards internationaux de l'État de droit et des droits humains	Le calcul des décisions collectées indique un taux de conformité de 60.32% aux normes et standards internationaux relatifs aux droits humains, selon la grille de notation de l'outil de vérification. Le nombre limité de décisions collectées s'explique par le retard dans la finalisation des études, ayant décalé la conception de l'outil, ainsi que par la maîtrise encore limitée de l'outil et des critères d'analyse par les agents formés.

1. 2	Pourcentage de Dina opérationnels dans les zones d'intervention, en conformité avec la législation en vigueur, les normes et standards internationaux de l'État de droit et des droits humains et prenant en compte les perspectives femmes/jeunes/minorités	0%	de 20 à + 50%	25% (2 Dina: Dina Tsy Mavandy et Dina Miray Anôsy)	62,5% (5 dinas actuellement opérationnels : Dinan'Androy Dina Malainkalatra Dinan'i Menabe Dina Tsy Mavandy, Dina Miray Anôsy)	Cependant, les 2 dinas restant sont en attente d'homologation (Dinan'Ihorombe Tsimihemotsy, Dinabe Atsimo Andrefana)
1. 3	Pourcentage des femmes/jeunes/minorités parties prenantes dans l'élaboration / refonte et dans l'application des Dina (y compris dans les Comités exécutif	Femmes: 4%	De 20 à + 50%	Femmes : 13% Jeunes : 14% dont 34% de jeunes filles Communautés : 35% dont 21% femmes	Femmes : 34 % Jeunes : 14% (dont 34% de jeunes filles) Communautés : 35% dont 21% femmes	Ces acteurs ont pu participé activement durant la refonte et redynamisation Dina pendant les ateliers de concertations réalisées dans les régions Ihorombe, Atsimo Andrefana, Anôsy, durant l'homologation du Dina Tsimavandy dans la région Sofia, durant les élections et les formations des KMD dans les régions Menabe, Sofia, Androy, Atsimo Atsinanana, Ihorombe
1. 4						
1. 5						

Combien de produits sont définis sous le résultat 1 ?

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veillez lister tous les produits pour le résultat 1.

Produit 1.1

Le cadre juridique et institutionnel actuel, les pratiques des Dina sont documentés en vue d'une mise en conformité avec la législation, les normes et standards en vigueur

Produit 1.2

Les Dina sont rendus plus inclusifs et légitimes et disposent de capacités renforcées à prévenir et gérer les conflits locaux de façon pacifique

Produit 1.3

Produit 1.4

Produit 1.5

Autres Produits

Si le résultat 1 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 1.1: Le cadre juridique et institutionnel actuel, les pratiques des Dina sont documentés en vue d'une mise en conformité avec la législation, les normes et standards en vigueur

1. 1	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1. 1. 1	Pourcentage des Dina opérationnels ayant l'adhésion des communautés dans les zones d'intervention et intégrant les perspectives femmes/jeunes/minorités	0%	+75% des dina	25% (2 Dina : Dina Tsy Mavandy et Dina Miray Anôsy)	62,5% (5 dina actuellement opérationnels : Dinan'Androy Dina Malainkalatra Dinan'i Menabe Dina Tsy Mavandy, Dina Miray Anôsy)	
1. 1. 2	Pourcentage par groupes d'acteurs concernés par les Dina, par sexe et par âge, consultés sur les contours du cadre juridique et institutionnel appliqué actuellement, sur les pratiques y afférentes	Acteurs étatiques : 0% Comités d'exécution des Dina : 0% Communauté/OSC : 0%	Acteurs étatiques : 20% Comités d'exécution des Dina : 50% Communauté/OSC : 30%	Acteurs étatiques: 24% dont 10% femmes Comités d'exécution des Dina: 38% dont 1% femmes Communauté/OSC: 60% dont 23% femmes	Acteurs étatiques : 71% dont 24% femmes Comités d'exécution des Dina : 45%, dont 1% femmes Communauté/OSC : 62% dont 28% femmes	
1. 1. 3						

1. 1. 4						
1. 1. 5						

» Produit 1.2: Les Dina sont rendus plus inclusifs et légitimes et disposent de capacités renforcées à prévenir et gérer les conflits locaux de façon pacifique

1. 2.	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1. 2. 1	Proportion des groupes d'acteurs, sensibilisés, capables d'exercer leurs rôles en conformité avec la législation en vigueur et des normes et standards internationaux de l'état de droit et des droits humains	0%	+ 70% (Acteurs étatiques, comités exécutifs, Communautés/OSC)	66% (dont 15% de femmes) Désagrégation : 77% Autorités locales (9 % femmes) -91,9% des 67 OSC partenaires du projet -39% KMD sensibilisés, formés et capables d'exercer leurs rôles	66% (dont 15% de femmes) Désagrégation : -27% Autorités locales (9 % femmes) -91,9% des 67 OSC partenaires du projet -39% KMD sensibilisés, formés et capables d'exercer leurs rôles	
1. 2. 2						
1. 2. 3						
1. 2. 4						

1. 2. 5						
---------------	--	--	--	--	--	--

» **Produit 1.3:**

1. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 3. 1						
1. 3. 2						
1. 3. 3						
1. 3. 4						
1. 3. 5						

» **Produit 1.4:**

1. 4	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateur s pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 4. 1						
1. 4. 2						
1. 4. 3						
1. 4. 4						
1. 4. 5						

» **Produit 1.5:**

1. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateur rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 5. 1						
1. 5. 2						
1. 5. 3						
1. 5. 4						
1. 5. 5						

» Résultat 2 : Le rapprochement des mécanismes de justice traditionnelle et formelle est effectif

O C 2	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
2.1	Nombre de Dina appliqués dans les zones d'intervention ayant reçu l'homologation des magistrats au niveau des Tribunaux de Première Instance	7	+80 % des Dina recensés/ciblés dans les 8 régions des zones d'intervention, soit 6 Dina	2 Dina: Dina Tsy Mavandy / Dina Miray Anôsy	5 Dina actuellement opérationnels et appliqués dans les régions : Dinan'Androy Dina Malainkalatra Dinan'i Menabe Dina Tsy Mavandy, Dina Miray Anôsy	Cependant, les 2 dinas restant sont en attente d'homologation (Ihorombe,) , le Dinabe Atsimo Andrefana et en cours de refonte avec les autorités locales Région Haute Matsiatra utilisant un autre mécanisme (Soa Miray Dia)

<p>2. 2</p>	<p>Pourcentage des décisions prises par les Comités des Dina qui sont exécutées conformément aux règles en vigueur dans les Dina</p>	<p>0%</p>	<p>80%</p>	<p>84% des cas exécutées des cas exécutées conformément aux règles en vigueur dans les Dina</p>	<p>84% des cas exécutées des cas exécutées conformément aux règles en vigueur dans les Dina</p>	<p>Il s'agit des 13 décisions des KMD issus des kabary Dina effectués a) dans la Région Androy (11 parmi les décisions prises ont respecté les procédures, ont été exécutées conformément aux règles en vigueur du Dina, sur vol de tortues, vol de zébus) b) dans la région Sofia (1 kabary Dina effectué, décision KMD sur le cas vol de 300 zébus Andranolava Anovolava c) 1 Kabary dina effectué, dans la région Anôsy, District Betroka dans la commune rurale d'Ianabinda suite à l'incident exploitation minière MICA</p>
<p>2. 3</p>	<p>Nombre d'actions de vengeances ou de vindictes populaires concernant les décisions des Dina dans les zones d'intervention</p>	<p>0</p>	<p>Non défini</p>	<p>27 actions (Les données de suivi des ORDH font ressortir une augmentation de 26 cas de vindicte populaire depuis janvier 2026)</p>	<p>31 actions</p>	<p>Il s'agit d'un cas de vindicte populaire sur l'homicide d'un enfant de 5 ans à Vohitsara Ampomby, Commune rurale de Kalandy, District de Mandritsara 26 cas recensés par les ORDH</p>

2.4						
2.5						

Combien de produits sont définis sous le résultat 2?

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veillez lister tous les produits pour le résultat 2

Produit 2.1

Les acteurs au niveau des tribunaux, les autorités administratives locales (régions, district, communes) et les communautés disposent d'un mécanisme de collaboration opérationnel dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application des Dina, y compris les Dina sectoriels, dans le respect de la législation en vigueur

Produit 2.2

L'exécution des décisions régulièrement prises par les Comités Exécutifs de Dina est effective et sécurisée à la fois par les autorités judiciaires et administratives conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains

Produit 2.3

Produit 2.4

Produit 2.5

Autres Produits

Si le résultat 2 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 2.1: Les acteurs au niveau des tribunaux, les autorités administratives locales (régions, district, communes) et les communautés disposent d'un mécanisme de collaboration opérationnel dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application des Dina, y compris les Dina sectoriels, dans le respect de la législation en vigueur

2.1	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.1.1	Existence d'un outil (validé par les acteurs judiciaires et administratifs) de vérification de la conformité des Dina à la législation en vigueur	0	1 outil validé	1	1	
2.1.2	Pourcentage des décisions des Comités Exécutifs des Dina ayant fait l'objet de recours devant les autorités administratives et judiciaires	0%	moins 30 %	46%	46%	Application du Dinan'Androy: exemples: 2 décisions des KMD sur le vol de fusil (CR Jafaro District Antanimora et Beloha) et sur le vol de zébus (CR Ambanisarika District Ambovombe) ayant fait l'objet de recours auprès de la préfecture

2. 1. 3						
2. 1. 4						
2. 1. 5						

» Produit 2.2: L'exécution des décisions régulièrement prises par les Comités Exécutifs de Dina est effective et sécurisée à la fois par les autorités judiciaires et administratives conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains

2.2	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.2.1	Pourcentage des décisions des Comités des Dina entièrement exécutées (sans obstruction, sans interférence externe)	40%	95%	84%	84%	Il s'agit des décisions des KMD issus des kabary Dina effectués dans les Régions Androy, Sofia (11 parmi les décisions prises ont respecté les procédures, ont été exécutées conformément aux règles en vigueur du Dina, sur vol de tortues, vol de zébus)
2.2.2						
2.2.3						
2.2.4						

2. 2. 5						
---------------	--	--	--	--	--	--

» **Produit 2.3:**

2. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2. 3. 1						
2. 3. 2						
2. 3. 3						
2. 3. 4						
2. 3. 5						

» **Produit 2.4:**

2.4	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.4.1						
2.4.2						
2.4.3						
2.4.4						
2.4.5						

» **Produit 2.5:**

2.5	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.5.1						
2.5.2						
2.5.3						
2.5.4						
2.5.5						

» Résultat 3 : La confiance des communautés à l'égard des Dina et du système de justice formel et les droits des justiciables dont les populations vulnérables sont renforcés grâce à l'opérationnalisation au niveau des collectivités d'un mécanisme de contrôle citoyen (CC) de ces systèmes de justice

O C 3	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
3.1	Pourcentage des localités des zones d'intervention (communes, districts) où le système de contrôle citoyen des Dina est opérationnel	50%	+70%	50%	61%	Le projet cible 44 districts répartis dans les 8 régions d'intervention pour la mise en œuvre du mécanisme CCAP. À ce jour, le CCAP est opérationnel dans 61 % de ces districts, à la suite de l'intégration de cinq districts en provenance de la région Androy pour le cycle 2. Pour des raisons d'homologations, la région Ihorombe n'est pas encore concernée par la CCAP.

3.2	Pourcentage d'acteurs (h/f) qui (i) connaissent et (ii) s'engagent dans le processus de recours en cas d'abus dans l'application des Dina	0%	+70%	91,9%	91,9%	À l'issue de la formation, 91,9 % des sensibilisateurs et sensibilisatrices des huit régions déclarent être en mesure de contribuer au processus de recours en cas d'abus dans l'application des Dina. 39 % des KMD élus connaissent et s'engagent dans le processus de recours en cas d'abus dans l'application des Dina leurs rôles, dont 6% de femmes
3.3	Indicateur 3 c : Niveau de confiance des populations (h/f et jeunes h/f) dans le système des Dinas, dans les régions des zones d'intervention		+80%	63% 64% : hommes et 63% : femmes	65% 63% : hommes, 68% : femmes et 60% : jeunes.	
3.4						
3.5						

Combien de produits sont définis sous le résultat 3?

1 2 **3** 4 5 Plus de 5

Veillez lister tous les produits pour le résultat 3

Produit 3.1

Les principes, les mécanismes, les modalités et les outils de contrôle citoyen du Dina et de la justice formelle sont définis et adoptés par les acteurs étatiques et non étatiques, parties prenantes

Produit 3.2

Les mécanismes du contrôle citoyen des systèmes de justice traditionnels et formels sont opérationnels et pérennes

Produit 3.3

Les capacités/l'expertise des acteurs étatiques et non étatiques dans le processus de recours en cas d'abus sont renforcées pour un engagement harmonisé de ces acteurs

Produit 3.4

Produit 3.5

Autres Produits

Si le résultat 3 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 3.1: Les principes, les mécanismes, les modalités et les outils de contrôle citoyen du Dina et de la justice formelle sont définis et adoptés par les acteurs étatiques et non étatiques, parties prenantes

3.1	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.1.1	Nombre de Dina et de services de justice formelle ayant été évalué avec le mécanisme/outils CCAP mis à jour dans les zones d'intervention	7	16	7	8	<p>Dans le cadre du CCAP, nous avons évalué un (01) Dina par région, à l'exception de la région Anosy qui en dispose de deux (02). Il importe de souligner que la région Ihorombe n'en possède pas encore à ce jour.</p> <p>L'effectif 16 fait référence à la justice formelle et justice traditionnelle. L'évaluation par le mécanisme CCAP de la justice formelle n'était pas possible à cause de la sensibilité du Ministère.</p>

<p>3. 1. 2</p>	<p>Proportion de jeunes et de femmes ayant participé dans la définition du mécanisme/outils CCAP au niveau Dina et services de justice formelle mis à jour</p>	<p>23%</p>	<p>35% (Jeunes) ; 40% (Femmes)</p>	<p>48% (Jeunes) 23% (Femmes)</p>	<p>48% (Jeunes) 23% (Femmes)</p>	<p>Les cibles ne sont pas atteintes pour les femmes car les activités les concernant sont réalisées au début du projet où leur engagement dans le Dina se heurtait encore à plusieurs obstacles. Les résultats ne peuvent plus changer car le processus antérieur est déjà achevé pendant le cycle 1.</p>
<p>3. 1. 3</p>						
<p>3. 1. 4</p>						
<p>3. 1. 5</p>						

» Produit 3.2: Les mécanismes du contrôle citoyen des systèmes de justice traditionnels et formels sont opérationnels et pérennes

3.2	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3.2.1	<p>Pourcentage de décisions des Comités Exécutifs des Dina exemptes de dispositions contraires à la législation et aux normes des droits humains (y compris les discriminations basées sur le genre)</p> <p>Idem que 1a</p>	0%	100%	82%	82%	

<p>3. 2. 2</p>	<p>Nombre de jeunes (h/f) et de femmes ayant été impliqué dans la mise en œuvre du mécanisme/outils CCAP au niveau Dina et services de justice formelle</p>	<p>445</p>	<p>500</p>	<p>624 Jeunes (44% de femmes et 56% d'hommes); 481 femmes</p>	<p>1262 Jeunes (47,39% de femmes et 52,61% d'hommes) ; 1105 femmes</p>	<p>Le surplus enregistré s'explique principalement par l'intégration des données issues des activités antérieures, qui n'avaient pas été prises en compte lors du cycle précédent, ainsi que par l'ajout de la région Androy. Celle-ci compte environ cinq communes. De plus, les participants aux interfaces meetings (IM) n'ont pas été limités à 40 au cours du cycle 2.</p>
<p>3. 2. 3</p>						
<p>3. 2. 4</p>						
<p>3. 2. 5</p>						

» Produit 3.3: Les capacités/l'expertise des acteurs étatiques et non étatiques dans le processus de recours en cas d'abus sont renforcées pour un engagement harmonisé de ces acteurs

3.3	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.3.1	Pourcentage des observateurs des droits humains formés se sentant confiants à constituer un mécanisme d'alerte précoce de conflits à travers le monitoring et le reporting sur le respect des droits humains dans l'application des Dina	0%	75%	90,6%	75% dont 2024: 49,95% 2025: 28,57% 2026: 90,6%	
3.3.2	Pourcentage de cas traités par les autorités étatiques après soumission/suivi des Comités de paix en tant que mécanisme de prévention et de gestion des conflits afférents à l'application des Dina	0%	75%	32,5%	39%	Sur les 1251 cas de préoccupations en droits humains, signalés durant l'année du projet, 243 cas ont été traités au niveau du comité de paix.

<p>3. 3. 3</p>	<p>Mécanismes d'alerte précoce de conflits, de dénonciation et de protection en cas d'atteinte aux ou de violation des droits humains identifiés, mis en place et opérationnels</p>		<p>8</p>	<p>5</p>	<p>5</p>	<p>La baisse d'effectivité (de 7 à 5) de ces mécanismes peut s'expliquer, en partie, par les effets de la situation politique survenue en septembre 2025, qui a entraîné le remplacement de certaines autorités clés au niveau régional, notamment au sein des préfectures et des régions. Cette situation a particulièrement concerné les régions Anosy, Androy et Atsimo-Andrefana, affectant la continuité et la capacité de mobilisation de ces mécanismes.</p>
<p>3. 3. 4</p>						
<p>3. 3. 5</p>						

» **Produit 3.4:**

3. 4	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateur s pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 4. 1						
3. 4. 2						
3. 4. 3						
3. 4. 4						
3. 4. 5						

» **Produit 3.5:**

3.5	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.5.1						
3.5.2						
3.5.3						
3.5.4						
3.5.5						

» Résultat 4 :

O C 4	Indicateu rs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicate ur pour la période de référence	Progrès de l'indicate ur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changem ents (s'il y en a)
4. 1						
4. 2						
4. 3						
4. 4						
4. 5						

Combien de produits sont définis sous le résultat 4?

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veillez lister tous les produits pour le résultat 4

Produit 4.1

Produit 4.2

Produit 4.3

Produit 4.4

Produit 4.5

Autres Produits

Si le résultat 4 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» **Produit 4.1:**

4.1	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.1.1						
4.1.2						
4.1.3						
4.1.4						
4.1.5						

» **Produit 4.2:**

4. 2	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4. 2. 1						
4. 2. 2						
4. 2. 3						
4. 2. 4						
4. 2. 5						

» **Produit 4.3:**

4. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4. 3. 1						
4. 3. 2						
4. 3. 3						
4. 3. 4						
4. 3. 5						

» **Produit 4.4:**

4.4	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.4.1						
4.4.2						
4.4.3						
4.4.4						
4.4.5						

» **Produit 4.5:**

4. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4. 5. 1						
4. 5. 2						
4. 5. 3						
4. 5. 4						
4. 5. 5						

Si le projet comporte plus de 4 résultats, utilisez cet espace pour décrire les progrès réalisés sur les indicateurs des résultats restants.

*

Partie III: Questions transversales

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

Si oui, indiquez combien d'événements, at pour chacun, la date approximative et une brève description, inculant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)

Événements	Titre de l'événement	Date (peut être approximative)	Lieu (Si connu)	Audience cible	Objectifs (900 caractères)
Événement 1	Homologation des 2 Dina: Dinan'Ihorombe Tsimihemotsy (région Ihorombe), Dinabe (région Atsimo Andrefana)	Juin, juillet 2026	Région Ihorombe (Tribunal de Première Instance de Ihosy)	Autorités étatiques, communautés, Comités exécutifs des Dinas (KMD)	Marquer un tournant important dans la gouvernance régionale, en garantissant que le processus d'homologation respecte pleinement les normes légales et les principes de bonne gouvernance dans les régions Anôsy et Ihorombe
Événement 2	Restitution, dans le cadre d'un Brown Bag au niveau du Système des Nations Unies, des rapports de monitoring des droits humains de l'ONDH, notamment ceux relatifs aux thématiques du projet.	Juillet 2026	Antananarivo	Les staffs des différentes agences ONUsiennes	Partager avec les staffs des agences du Système des Nations Unies les principaux constats issus des rapports de monitoring des droits humains de l'ONDH, afin de valoriser ces rapports comme mécanismes de signalement, de suivi et d'aide à la décision pour d'autres interventions onusiennes, notamment dans les 13 régions où les ORDH sont opérationnels.
Événement 3					
Événement 4					

Impact Humain

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement:

- i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet
- ii. L'impact du projet sur leur vies
- iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

Il s'agit d'une question facultative. Vous pouvez la laisser sans réponse si elle n'est pas pertinente

Impact Humain	Partie Prenante	Quel est l'impact du projet sur leur vies?	Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes
1	REHAGNIRAE Chef fokontany lampeloha, commune Ampamata, région Androy	Le projet a contribué à restaurer un sentiment d'espoir et de confiance au sein de la population, auparavant marquée par la peur et un profond sentiment d'abandon face à l'insécurité. La mise en place d'un Dina rénové, associée à une collaboration renforcée entre la justice et la communauté, permet aux habitants de percevoir des perspectives concrètes d'amélioration de la sécurité.	« La population vit dans une peur constante, car l'insécurité persiste au quotidien, marquée par les actes des dahalo, notamment les meurtres et les vols massifs de bétail. J'en ai moi-même été victime. Face à cette situation, le sentiment d'abandon est profond, faute de structures efficaces vers lesquelles se tourner pour assurer notre protection. Toutefois, la mise en place d'un Dina rénové, conjuguée à une collaboration renforcée entre la justice et la communauté, suscite aujourd'hui un réel espoir de rétablissement durable de la sécurité et de la paix sociale, après plusieurs années de défaillance de ce dispositif. »

2	<p>NOMENJANAHARY Claude Nicole, Chef de district de Vangaindrano, Région Atsimo Atsinanana</p>	<p>Le projet LANDJA a pu renforcer ainsi la présence des services de sécurité au niveau local et la proximité avec les communautés. Cette expérience a également contribué à valoriser le leadership féminin en démontrant concrètement la capacité des femmes à exercer des fonctions importantes et à participer activement à la gouvernance locale, d'où sa recommandation d'inclure davantage les femmes au sein des KMD</p>	<p>"Grâce à l'appui du projet LANDJA elle a pu faire sa première descente au niveau des 31 communes rurales. Ma présence en tant que femme première responsable de la sécurité publique dans le district témoigne d'une manière concrète la capacité des femmes à exercer des tâches importantes d'où ma recommandation d'inclure les femmes au niveau de KMD"</p>
3	<p>FRANCOIS, jeune dans le Fokontany et commune Anjalazala, district Antsihiy, région SOFIA</p>	<p>La présence du Projet LANDJA contribue au renforcement de la solidarité entre les jeunes de la commune, favorisant ainsi une dynamique de cohésion sociale plus active, un engagement accru de la jeunesse et la consolidation durable de la paix.</p>	<p>"Dans la commune, il n'y avait pas avant une solidarité des jeunes. Toutefois, la venue du projet LANDJA renforce cette solidarité entre les jeunes, grâce à la mobilisation et la sensibilisation dans le cadre des activités. Les jeunes sont actuellement solidaires dans le cadre du Dina."</p>

<p>4</p>	<p>Coordinatrice ORDH, région Menabe</p>	<p>Grâce au projet, j'ai pu vivre une nouvelle expérience professionnelle et assumer de nouvelles responsabilités en tant que Coordinatrice de l'ORDH. Cet engagement m'a permis de renforcer mes relations avec les autorités locales, mais aussi avec les communautés, qui se tournent davantage vers nous pour signaler certaines préoccupations liées aux droits humains. À travers ce travail, j'ai également acquis une meilleure connaissance des réalités vécues par les justiciables au niveau du système de justice. Les signalements reçus nous permettent, par exemple, de mieux comprendre certaines difficultés rencontrées par les communautés, notamment les cas d'abus allégués impliquant certains éléments des forces de défense et de sécurité dans le cadre des gardes à vue. Cette expérience m'a aussi ouvert de nouvelles opportunités, notamment en tant que femme. Avant, je n'avais pas pleinement confiance en moi. Aujourd'hui, grâce aux responsabilités que j'assume et à l'accompagnement reçu dans le cadre du projet, je peux affirmer que je suis capable de contribuer activement à la promotion des droits humains, à l'accès à la justice et au dialogue avec les autorités dans ma région.</p>	<p>« La situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui ne définit pas forcément ce que l'on peut devenir. Quand je regarde mon parcours, je viens d'une famille et d'un milieu social où rien ne me prédestinait à assumer aujourd'hui cette responsabilité dans ma région, encore moins à travailler avec l'appui d'organismes internationaux comme le PBF et le HCDH. Pourtant, cette expérience m'a montré que je pouvais le faire. »</p>
-----------------	---	---	--

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédents, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet

Veuillez limiter votre réponse à 4000 caractères

Présidente du Comité de paix de la région Menabe

"Je suis reconnaissante d'avoir bénéficié des appuis des projets PBF depuis le projet RAM1 en 2019. Ces appuis ont permis la mise en place du Comité de paix dans la région Menabe, une structure qui continue de fonctionner jusqu'à aujourd'hui et qui contribue à la prévention et à la résolution des conflits au niveau local. Grâce à cet accompagnement, j'ai eu l'occasion d'assumer la responsabilité de présider cette structure au niveau régional. Au sein du Comité de paix, nous travaillons avec les aînés de la région, mais également avec les jeunes défenseurs des droits humains mobilisés au sein de l'ORDH, qui ont continué à être appuyés dans le cadre du projet LANDJA. Ces appuis continus m'ont permis d'acquérir de l'expérience et de renforcer mes compétences en tant que médiatrice dans la région. Ils ont également contribué à renforcer ma légitimité et ma crédibilité auprès des communautés. Aujourd'hui, je suis reconnue comme une personne de référence dans la région sur les questions de résolution des conflits, de médiation communautaire et de promotion des droits des femmes dans la région."

« Les responsabilités ne dépendent ni du sexe ni du genre. Ce qui compte le plus, c'est la capacité d'agir, les résultats du travail et la crédibilité. Qu'il s'agisse d'une femme ou d'un homme, toute personne qui possède ces qualités peut assumer des responsabilités. Dans mon cas, ce sont surtout mon travail, mon sérieux et le fait de n'avoir jamais eu de problème avec qui que ce soit dans la région qui m'ont permis d'être crédible et de gagner la confiance des autres. »

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) pour illustrer l'impact humain du projet

OPTIONAL

Fichier 1

OPTIONAL

Click here to upload file. (< 10MB)

Fichier 2

OPTIONAL

Click here to upload file. (< 10MB)

Fichier 3

OPTIONAL

Click here to upload file. (< 10MB)

Vous pouvez également ajouter jusqu'à 3 liens vers des ressources en ligne qui illustrent l'impact humain du projet

OPTIONAL

Lien 1

OPTIONAL

<https://www.undp.org/fr/madagascar/blog/quand-protéger-les-plus-vulnérables-devient-l'affaire-de-toute-une-communauté>

Lien 2

OPTIONAL

Lien 3

OPTIONAL

Veillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.

Comment nous avons travaillé: *

Veillez sélectionner jusqu'à 3.

- Numérisation améliorée
- Des méthodes de travail innovantes
- Ressources supplémentaires mobilisées
- Cadres politiques améliorés ou initiés
- Capacités renforcées
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique
- Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFIS)
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies

Veillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les 2366 membres des KMD, dont 294 femmes au niveau des régions, district, communes et fokontany dans les régions Androy (383 H), Sofia (535 dont 8 F), Menabe (1689 dont 98 F) et Atsimo Atsinanana (2854 dont 196 F) ont vu leurs capacités renforcées en matière d'application et de médiation du Dina, de prise de décisions, de prévention communautaire, ainsi que sur la maîtrise des outils de travail élaborés dans le cadre du Dina.

Ils jouent désormais un rôle d'interface entre la justice formelle et informelle, ainsi que de suivi et de redevabilité communautaire dans leurs localités respectives et ont pu acquérir des connaissances sur les textes fondamentaux de la législation nationale (Loi 2004 001 sur le Dina), notamment en ce qui concerne la conformité du Dina à la Constitution, les droits humains, le principe de non-discrimination ainsi que les instruments juridiques relatifs aux violences basées sur le genre.

Leurs capacités en sensibilisation communautaire ont été également consolidées, en particulier dans l'animation des réunions communautaires portant sur la légitimité du Dina, le renforcement de la confiance des communautés envers les systèmes de justice formelle et traditionnelle, ainsi que la promotion du rôle des femmes au sein des KMD.

Les 67 participants, dont 30 femmes et 37 hommes, issus des ORDH, de l'OBS Mada et des OSC partenaires du PNUD dans les neuf régions d'intervention du projet, ont vu leurs capacités renforcées sur le cadre juridique et institutionnel de la justice étatique et des mécanismes traditionnels, les droits humains, l'accès à la justice, le genre et la justice inclusive. Dans cette perspective, les participants ont souligné la pertinence de la méthodologie de formation en cascade, dans la mesure où elle favorise un ancrage régional et local des compétences acquises. Cette approche permet aux acteurs formés de relayer les messages clés auprès des communautés et des membres des Comités exécutifs des Dina, tout en contribuant à la pérennité des appuis au-delà de la période de mise en œuvre du projet.

Veillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le partenariat du PNUD avec les 5 organisations de la société civile partenaires du PNUD intervenant dans les 8 régions du projet (ONG Magnavotra, Association Sedera, Association Magnasoa, ACDEM et ONG Code Menabe) a permis de créer des espaces de concertations avec les autorités administratives, judiciaires à travers les ateliers de concertation pour la redynamisation, la refonte et l'homologation des Dina, l'organisation des réunions communautaires portant sur la légitimité du Dina, le renforcement de capacités des KMD à différents niveaux, le renforcement de la confiance des communautés envers les systèmes de justice formelle et traditionnelle. Le partenariat a de même favorisé une meilleure prise en compte des besoins des communautés en matière d'application des Dinas. Ces OSC coordonnent désormais leurs actions de plaidoyer auprès des autorités régionales autour des enjeux liés à la redynamisation des Dina et au renforcement de la cohésion sociale.

Pour MSIS Tatao, la collaboration avec les OSC locales est toujours privilégiée afin de maximiser l'impact des interventions. Ces organisations, créées et formalisées à travers le projet OBS Mada, ont su consolider leurs acquis malgré les défis rencontrés. Grâce au renforcement des capacités (techniques et financières) ainsi qu'à l'appui et à l'accompagnement dont elles bénéficient dans le cadre du projet, elles s'impliquent davantage dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits au sein de leurs communautés respectives.

Veillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Avec qui travaillons-nous *

- Renforcement des partenariats avec les IFI
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- En partenariat avec le milieu universitaire/académique local
- En partenariat avec des entités infranationales
- En partenariat avec des entités nationales
- En partenariat avec des volontaires locaux

Expliquez, s'il vous plaît

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les agences des Nations Unies bénéficiaires du projet, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi que l'ONG MSIS Tatao, ont uni leurs efforts afin de consolider leur collaboration et d'améliorer la coordination dans la mise en œuvre des activités du projet. Cette coopération est soutenue par des réunions de coordination mensuelles organisées à tour de rôle, ainsi que par une collaboration étroite des équipes sur le terrain. Dans le cadre de l'accompagnement des KMD, cette collaboration inter-agences a notamment permis de concevoir, d'adapter et de produire des outils opérationnels standardisés et inclusifs liés au Dina.

Le partenariat du PNUD avec les 5 organisations de la société civile partenaires du PNUD intervenant dans les 8 régions du projet (ONG Magnavotra, Association Sedera, Association Magnasoa, ACDEM et Code Menabe) a permis de créer des espaces de concertations avec les autorités administratives, judiciaires à travers les ateliers de concertation pour la redynamisation, la refonte et l'homologation des Dina, l'organisation des réunions communautaires, le renforcement de capacités des KMD à différents niveaux.

Des espaces de concertation et de prise de décision ont été mis en place dans les huit régions d'intervention, permettant aux représentants des entités nationales à jouer un rôle déterminant dans la validation, la reconnaissance et l'application des Dina. Il s'agit des représentants de l'Assemblée nationale (48 participants, dont 6 femmes), des ministères sectoriels tels que la justice, la santé et l'eau (194, dont 36 femmes), du BIANCO (3), des autorités judiciaires (20, dont 5 femmes), des forces de défense et de sécurité (85, dont 5 femmes), des équipes régionales (25, dont 4 femmes), des préfectures (20, dont 5 femmes), des équipes des districts (47, dont 12 femmes), des chefs d'arrondissement administratifs (95, dont 34 femmes), des équipes des communes urbaines et rurales (479, dont 31 femmes) ainsi que des chefs fokontany (507, dont 8 femmes).

Le PNUD fonde ses activités terrain sur 8 volontaires (5 femmes et 3 hommes) recrutés dans les 8 régions d'interventions comme des spécialistes en appui aux mécanismes de justice, en plus de 2 volontaires (1 homme et 1 femme) au niveau central.

La mise en œuvre des activités relatives au CCAP est confiée aux associations de jeunes dans les régions. La collaboration s'inscrit dans un esprit de volontariat et d'engagement communautaire.

Grâce à la mobilisation de 746 bénévoles (409 F et 334 H 3 LGBTI) les communautés disposent de relais de proximité au niveau des districts, des communes et des fokontany pour signaler les préoccupations liées aux droits humains. Ces bénévoles (membres des ORDH) assurent l'identification, la collecte et la remontée des cas allégués, permettant ainsi aux informations issues du terrain d'être centralisées, analysées et traitées selon la stratégie prévue.

Leave no one behind – Ne laisser personne de côté

Sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme décrit dans le document projet *

Obligatoire

- Personnes sans-emploi (Chômeurs)
- Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)
- Communautés autochtones
- Personnes handicapées
- Personnes touchées par la violence (par exemple, VBG)
- Femmes
- Jeunesse
- Enfants
- Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre
- Personnes vivant dans et autour des zones frontalières
- Personnes touchées par des catastrophes naturelles
- Personnes affectées par les conflits armés
- Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

Partie IV : Suivi, Évaluation et Conformité

» Suivi

Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Ce semestre, le projet a pu effectuer des activités de Suivi sur terrain, à savoir :

Participation au suivi conjoint organisé par le Secrétariat PBF dans la région Sofia (février 2026)

La descente dans 3 régions : Appui technique des OSC en Suivi Evaluation, Finance, suivi des activités sur terrain à Atsimo Atsinanana, Haute Matsiatra, Ihorombe (mai 2026)

Le suivi financier des OSC partenaires (ACDEM et SEDERA) du PNUD par l'équipe programme Gouvernance et Oversight dans les régions Haute Matsiatra, Ihorombe (mai 2026)

Durant le mois d'avril, le projet a conduit un premier cycle de suivi communautaire dans les neuf régions d'intervention du projet. Cette activité visait à apprécier le fonctionnement du mécanisme d'alerte précoce mis en place dans le cadre du projet, notamment à travers les Observateurs des droits humains et les comités de paix. Cette initiative vise à renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions à travers un suivi rapproché des activités, une meilleure coordination entre les acteurs locaux et un accompagnement continu des équipes de terrain. Les échanges directs avec les bénéficiaires, les responsables du Dina et les autorités locales ont permis d'identifier les défis rencontrés, d'apporter des solutions adaptées et de consolider l'impact des actions menées au niveau local. En parallèle, un appui technique et opérationnel a été fourni aux agents et techniciens animateurs (TA) intervenant quotidiennement au sein des communautés. Les activités régulières d'évaluation, d'interface meeting (IM) et de dissémination jouent à la fois un rôle de mécanisme de suivi continu et d'outil d'évaluation avec les différentes parties prenantes.

Enfin, afin d'assurer un suivi régulier et structuré des activités, un comité de suivi des plans d'action a été mis en place au niveau de chaque KMD communale. Ce dispositif permet de suivre l'état d'avancement des activités et de garantir un accompagnement continu dans la mise en œuvre des recommandations, en collaboration étroite avec les parties prenantes.

Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? *

Si seulement certains des indicateurs de résultats ont des lignes de base, sélectionnez 'oui'

Oui

Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir une brève description. Si ce n'est pas le cas, expliquez pourquoi et quand ils seront disponibles. *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les indicateurs disposent des bases de références faisant suite à la validation nationale effectuée en décembre 2025. La version finale est actuellement disponible. L'étude sur les bases de référence a permis d'établir l'état initial des Dina (voir le cadre de résultats) et de leur articulation avec la justice étatique, en mesurant les pratiques, perceptions et écarts observés dans les différentes régions en fournissant des données tant quantitatives que qualitatives des indicateurs du projet.

Précisez quelles sources de preuves on été utilisées pour rendre compte des indicaterus (et sont disponibles sur demande) :

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les preuves mobilisées pour le suivi des indicateurs reposent sur diverses sources de données, notamment les rapports d'activités des OSC partenaires, les bases de données des participants aux activités, les rapports d'observation via Kobo, le suivi de l'application des dina, les enquêtes de perception réalisées ainsi que les mécanismes de suivi communautaire. Cette diversité de sources permet de garantir l'exhaustivité, la fiabilité et la pertinence des informations collectées. Par ailleurs, les données sont recueillies à l'aide d'outils spécifiques à chaque composante du projet, notamment le suivi des décisions des KMD, le Contrôle Citoyen et l'Observation des Droits Humains, tout au long de la mise en œuvre des activités et lors des missions de suivi sur le terrain. Les moyens de vérification collectés comprennent notamment les fiches de présence, les rapports d'activités et de mission, les témoignages des bénéficiaires et des parties prenantes, ainsi que des supports photographiques. En complément, un tableau de bord dédié au suivi des indicateurs a été développé afin de fournir une vision globale de la performance du projet. Cet outil a permis, lors des revues techniques internes, d'identifier rapidement les indicateurs atteints, en progression ou stagnants, facilitant ainsi une prise de décision éclairée tout au long de la mise en œuvre du projet.

Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux de resultat ?

L'enquête de perception est une collecte formelle d'informations auprès d'un échantillon de répondants sélectionnés au hasard par le biais de leurs réponses à des questions standardisées. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations.

[link](#)

Oui

Non

Veuillez décrire brièvement.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Oui, une collecte d'information sous forme d'enquête tous les 6 mois est réalisée par MSIS Tatao pour évaluer la confiance des bénéficiaires du système de Dina. Le package d'activités du mécanisme CCAP prévoit la réalisation d'une enquête de perception communautaire portant sur le niveau de confiance accordé au système de Dina. Cette enquête est conduite à la fin de chaque cycle d'intervention, après la mise en œuvre successive des principales activités, notamment les visites de courtoisie, l'évaluation, les réunions d'interface et la dissémination. À l'issue du cycle 2 de l'intervention, une enquête de collecte d'informations sur le mécanisme CCAP a ainsi été réalisée. Celle-ci intègre, entre autres, une composante spécifique dédiée à l'analyse de la perception de la communauté quant à la confiance envers le système de Dina. Cet outil a été conçu afin de mesurer l'évolution globale de l'impact des activités menées sur le terrain, chaque cycle s'étalant sur une durée moyenne de six mois. Pour le cycle 2, l'évaluation s'est déroulée vers la mi-mai.

Le projet a-t-il utilisé ou mis en place des mécanismes de retour d'information de la communauté ? *

Le mécanisme de feedback communautaire, ou suivi communautaire, est un système organisé permettant aux communautés de participants de surveiller les effets et l'impact locaux d'une intervention. Idéalement, ce système permet à la communauté d'exprimer si ses attentes sont satisfaites et de fournir des suggestions aux décideurs pour un éventuel (re)centrage. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations [link](#)

Oui

Non

Veillez décrire brièvement. *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Au cours de ce semestre, dans le cadre du suivi de l'application du Dinan'Androy, il a été observé que les Chefs d'Arrondissement Administratif (CAA) entretiennent des relations plus régulières et structurées avec les membres des KMD ainsi qu'avec les communautés locales. En raison de cette proximité opérationnelle, l'approche en termes de suivi communautaire a été réajustée afin de positionner ces CAA comme points focaux pour la remontée des informations et le suivi communautaire. Dans ce dispositif, les CAA assurent un rôle d'interface entre les communautés, les KMD et l'équipe du projet. Grâce à leurs interactions fréquentes avec les acteurs locaux, notamment dans le cadre des activités de suivi, de sensibilisation et de dialogue communautaire, ils ont pu veiller au suivi des cas pris en charge par les KMD conformément au cadre légal du Dina, sur les cas de vol de zébus, de vol de tortues. Ils collectent également les perceptions, préoccupations et recommandations formulées par les communautés au sujet de l'application du Dina. Ces échanges contribuent à identifier les difficultés éventuelles, les incompréhensions ainsi que les besoins d'amélioration liés à la mise en œuvre des dispositions du Dina au niveau local. Par définition, le mécanisme de Contrôle Citoyen des Actions Publiques (CCAP) est un processus participatif par lequel les communautés contribuent à l'évaluation de la gouvernance du Dina, en s'appuyant sur le Baromètre de Qualité et de Probité (BQP). Il constitue un outil de mesure participative de la qualité de la gouvernance d'un service public donné, fournissant des données quantitatives permettant une meilleure compréhension des forces et des faiblesses observées. De ce fait, le CCAP est considéré comme un mécanisme de feedback et de suivi communautaire, dans la mesure où il permet non seulement d'évaluer la gouvernance du Dina, mais également de favoriser les échanges entre les parties prenantes au niveau local, notamment les KMD et les bénéficiaires. Il conduit ainsi à la formulation de recommandations sous forme de suggestions, ainsi qu'au suivi de leur mise en œuvre en vue d'une amélioration continue. L'ensemble de ces étapes s'inscrit dans le cycle normal du CCAP.

» Evaluation

Le projet est-il sur la bonne voie pour mener son évaluation ? *

Oui

Non

Pas Applicable

Budget pour évaluation finale (en USD) *

Réponse obligatoire

60000

Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, votre prochaine évaluation est-elle sur la bonne voie ?

Oui

Non

Pas Applicable

Décrire les préparatifs pour l'évaluation

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les Termes de références sont en cours de finalisation pour le recrutement d'un cabinet indépendant

Informations de contact	Nom	Organisation	Titre d'emploi	Email
Veuillez indiquer la personne de contact responsable du partage du rapport d'évaluation final avec le PBF	Joachim Ouedraogo	PNUD Madagascar	Chef de projet	joachim.ouedraogo@undp.org

» Effets catalytiques

Effets catalytiques (financiers): À ce jour, le projet a-t-il mobilisé des ressources financières supplémentaires non liées au FBP ? *

Oui
 Non

Si oui, combien de subventions ou de donateurs supplémentaires le projet a-t-il suscité ? *

Effet catalytique (non financier) : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ? *

Oui
 Non

Si oui, veuillez sélectionner l'option correspondante ci-dessous : *

Peu d'effet catalytique
 Effet catalytique important

Le cas échéant, veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non financier), c'est-à-dire qu'il a éliminé les obstacles au déblocage des processus politiques, institutionnels ou autres de consolidation de la paix bloqués à différents niveaux dans un pays, et/ou créé les conditions nécessaires à la mise en place de nouveaux processus à cette fin

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Dans la région Atsimo Atsinanana, en vue d'une application effective du Dina Tsy Mavandy et suivant l'initiative du procureur, une émission sur la sensibilisation de l'application du Dina est actuellement en diffusion gratuite par la station radio Fanilo et la Radio Nationale Malagasy.

Dans la région Atsimo Atsinanana, le district de Vondrozo a accordé un terrain pour permettre au KMD district de construire un bureau physique, pour une proximité assurée avec la communauté.

Dans la région Atsimo Andrefana, le KMD a établi une collaboration médiatique avec la Radio Vavarano Sakaraha afin d'assurer la diffusion d'informations relatives aux Dina. Cette initiative constitue une réponse au plan d'action issu de l'évaluation CCAP réalisée par les communautés elles-mêmes.

Les résultats des études conduites dans le cadre de LANDJA ont également été capitalisés dans une étude de faisabilité sur l'architecture de la paix à Madagascar, confirmant la valeur du projet dans la production de connaissances utiles à la consolidation de la paix à Madagascar.

Enfin, l'appui technique du projet sur les droits humains et l'accès à la justice a nourri la consultation conduite sous le leadership de la Primature dans le cadre du processus de refondation, contribuant à inscrire les enjeux d'accès à une justice équitable, inclusive et conforme aux standards internationaux des droits humains dans un espace stratégique de réflexion institutionnelle.

Durabilité

Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet intègre une stratégie de durabilité fondée sur l'ancrage institutionnel et communautaire des acquis, en mobilisant les KMD, les OSC partenaires, les autorités traditionnelles, ainsi que les institutions administratives, judiciaires et ministérielles clés (Justice, Intérieur, Décentralisation, Sécurité publique). Il vise également l'intégration des résultats dans les réformes du secteur de la justice, notamment à travers des évolutions législatives et leur diffusion.

La stratégie de sortie repose sur un transfert progressif des compétences et outils développés (modules, guides, protocoles, bases de données), accompagné de formations et de la mise en place de comités locaux de suivi pour assurer la continuité des actions. Les OSC, ONDH et ORDH, les agents CCAP joueront un rôle structurant en matière d'appui technique, de veille et de plaidoyer, tout en renforçant la reconnaissance des autorités traditionnelles dans la gestion des conflits. Ils seront davantage en mesure d'assurer ces missions grâce à la consolidation de leurs pratiques, au renforcement de la coordination entre les acteurs concernés et à la valorisation des outils et mécanismes de concertation déjà existants. Leur implantation territoriale et leur reconnaissance par les autorités et les communautés favorisent la pérennisation de leur action.

Par ailleurs, le renforcement des capacités en mobilisation de ressources au profit des KMD, comités de paix et Observateurs des Droits Humains contribuera à la viabilité financière des interventions, notamment à travers les revenus générés et le développement de partenariats.

Enfin, dans le cadre du mécanisme de Contrôle Citoyen des Actions Publiques (CCAP), une approche de formation en cascade des OSC est prévue afin de renforcer leur rôle de relais au niveau local. Cette appropriation par les acteurs locaux constitue un levier clé pour assurer la pérennité des actions du projet.

Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Activités de suivi et de contrôle

Veillez décrire les événements clés de surveillance et de contrôle. Veuillez cliquer sur Continuer si aucune activité n'a encore eu lieu.

Événement clé de surveillance et de contrôle	Nom de l'événement	Résumé	Constatations
Événement 1	Participation au suivi conjoint organisé par le Secrétariat PBF dans la région Sofia (février 2026)	Cette mission de suivi stratégique avait pour objectif général de constater les résultats des interventions sur terrain, de recueillir le niveau de satisfaction des bénéficiaires et de proposer des pistes d'amélioration à mettre en œuvre dans le cadre du projet dans la région Sofia	<p>Le projet LANDJA bénéficie d'une reconnaissance institutionnelle effective, avec une forte appropriation par les autorités régionales, judiciaires et les forces de sécurité, qui reconnaissent sa contribution à la régulation des mécanismes traditionnels de justice. Le projet est désormais identifié comme un cadre de référence structurant, contribuant à encadrer l'application des Dina et à prévenir les dérives contraires aux droits humains, et ceci malgré le changement récent de ces autorités. Cet engagement se manifeste notamment par l'engagement de la région à finaliser les nouvelles élections de KMD, et l'inscription des activités du projet dans le PTA 2026 de la région.</p> <p>Les anciens membres des KMD, les autorités traditionnelles et les OSC partenaires démontrent une meilleure compréhension du rôle du Dina dans un cadre aligné aux normes juridiques nationales et aux droits humains, traduisant une appropriation progressive des principes promus par le projet.</p>

<p>Événement 2</p>	<p>La descente dans 3 régions : Appui technique des OSC en Suivi Evaluation, Finance, suivi des activités sur terrain à Atsimo Atsinanana, Haute Matsiatra, Ihorombe (mai 2026)</p>	<p>L'objectif était d'apprécier le niveau et la qualité des activités mis en oeuvre sur le terrain. Un accent particulier a été mis sur la gestion financière des OSC partenaires du projet dans les régions (ACDEM et Association SEDERA), et sur le fonctionnement des mécanismes de suivi communautaire participatif.</p>	<p>Des échanges avec les bénéficiaires, des membres des KMD et du Soa Miray Dia via des focus group au sein des communes rurales de Lopary (District Vangaindrano Région Atsimo Atsinanana), d'Ankily (District Ihosy Région Ihorombe), d'Ikalalao (District Ambohimahasoa Région Haute Matsiatra) et autres acteurs de mise en œuvre des projets réalisés ; Les effets immédiats du projet ont été observés/captés, comme le renforcement de la cohésion sociale, la restauration progressive de la sécurité au sein des communes ; A partir des focus group effectués, des ébauches de mécanismes de suivi communautaire ont été mises en place et en cours d'opérationnalisation en instaurant des espaces de dialogue entre les KMD, les autorités locales et la communauté pour échanger, débattre et proposer des solutions concrètes sur l'application effective des Dinas en vue de la cohésion sociale ; Les OSCs disposent de capacités renforcées en suivi-évaluation, avec des outils et pratiques améliorés pour la collecte et le traitement des données, la documentation des apprentissages sur le rapprochement entre justice étatique et justice traditionnelle, et le rapportage axé sur le changement. Les OSC disposent d'un appui technique renforcé pour assurer une gestion administrative et financière conforme aux procédures du PNUD.</p>
---------------------------	---	--	---

<p>Événement 3</p>	<p>Mission de suivi et accompagnement des OSC locales dans la mise en œuvre des activités au niveau des communautés</p>	<p>La mission vise, d'une part, à assurer le suivi et l'accompagnement de la mise en œuvre des activités CCAP sur le terrain dans les régions d'intervention et, d'autre part, à renforcer les capacités techniques des organisations de la société civile (OSC). Elle consiste notamment à identifier les axes d'amélioration, à formuler des recommandations pertinentes et à intervenir, en cas de besoin, de manière réactive afin d'optimiser les pratiques de mise en œuvre, en particulier dans le cadre des jeux et écoutes communautaires, des actions de sensibilisation des jeunes et des femmes, ainsi que des réunions d'interface.</p> <p>Par ailleurs, cette mission comprend un appui au renforcement des capacités administratives et financières des OSC locales, afin de leur permettre de corriger les éventuelles insuffisances constatées dans la gestion et la justification des dépenses.</p> <p>Enfin, des rencontres avec les autorités locales, notamment les chefs de région, les chefs de district, les maires ainsi que les présidents ou responsables des KMD, sont prévues afin de favoriser un meilleur rapprochement et une collaboration renforcée entre les OSC locales et les instances administratives.</p>	<p>Sur le plan technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacités techniques des TA limités pour la conduite des activités en présence de grand nombre de personnes (manque d'outil), • Coordination insuffisante entre les agents (Région) et les TA (Communes), • Manque de planification. <p>Sur le plan financier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de produire des pièces justificatives sur les dépenses relatives aux activités (achat d'articles pour les jeux communautaires, billets de transport (Betroka),...) • Faible maîtrise des procédures financières, • Indisponibilité des agents et des TA (technicien animateur), • Qualité limitée du rapport financier,
---------------------------	---	---	--

<p>Événement 4</p>	<p>Mission de suivi communautaire dont le premier cycle a été lancé en avril et devrait se poursuivre en mai de juillet</p>	<p>Cette activité visait à apprécier le fonctionnement du mécanisme d'alerte précoce mis en place dans le cadre du projet, notamment à travers les Observateurs des droits humains et les comités de paix.</p>	<p>Ce premier cycle de suivi a permis de mieux documenter les forces et les limites du dispositif, en particulier les facteurs qui affectent l'opérationnalisation des comités de paix dans certaines régions. Les constats recueillis montrent que ces mécanismes nécessitent encore un accompagnement renforcé afin de consolider leur rôle dans la prévention des conflits, la remontée des alertes et le suivi des préoccupations liées aux droits humains. Ces résultats de suivi permettront d'orienter les appuis techniques à venir, notamment en matière de clarification des rôles, de renforcement de la coordination entre acteurs locaux et autorités compétentes, ainsi que d'amélioration des mécanismes de remontée et de traitement des informations. Cette démarche contribue à renforcer progressivement la crédibilité, l'efficacité et l'appropriation locale du dispositif d'alerte précoce.</p>
<p>Événement 5</p>			
<p>Événement 6</p>			
<p>Événement 7</p>			
<p>Événement 8</p>			

Étapes finales

- Veuillez enregistrer une copie PDF du formulaire en cliquant sur l'icône *Imprimante* qui se situe en haut, à droite de la page.
- Une boîte de dialogue apparaîtra : Veuillez sélectionner le format A4 et l'orientation portrait.
- Cliquez sur "préparer" et enregistrez le document au format PDF.
- (Si, à la première tentative, le document PDF n'est pas lisible, fermez la page ouverte en pop-up et revenez à la première page du formulaire en ligne en utilisant l'option "Retour au début" et essayez d'imprimer la version PDF à partir de là).
- Après avoir imprimé la version PDF, soumettez le rapport à la dernière page du formulaire. Vous pouvez utiliser le bouton "Aller à la fin" dans le coin inférieur droit.
- **Veuillez télécharger la version PDF du rapport ainsi que votre *rapport financier au format Excel* sur la passerelle MPTF-O.**

Si vous rencontrez des difficultés à remplir le formulaire ou à générer l'impression pour MPTFO Gateway, veuillez contacter Gabriel Velastegui gabriel.velastegui@un.org

Merci. Vous avez terminé le rapport. Veuillez cliquer sur le bouton SUBMIT ci-dessous. Quand votre rapport est soumis, une bande jaune vous l'annocera en haut de la page. Cela peut prendre quelques secondes